

miers actes de la commune lyonnaise, à peu près investie, en ces temps troublés, de la toute-puissance, fut d'emprisonner ou d'expulser les Politiques de marque ou d'action. Du Verdier put cependant rester dans la ville ; tout en disant assez librement sa pensée sur les faits et gestes du parti, il n'appartenait pas à ce groupe de militants hardis qui s'agitaient, entretenaient des intelligences avec l'ennemi du dehors, et se faisaient pendre sur le pont de la Saône : il était suspect et surveillé, sans passer pour trop dangereux. Il garda même sa charge de contrôleur général, mais sans en toucher les appointements, et même sans l'exercer, ne voulant pas « estre ministre du ravissement des sacrées finances, et de l'employ d'icelles à la guerre contre le roy », sur ce point plus généreux que d'autres « qui mangeoient en deux rateliers », celui du roi et celui de la Ligue (1).

Du Verdier passa d'ailleurs en Forez une partie des cinq années que dura le gouvernement de la Ligue à Lyon. Là il prit probablement contre elle une attitude plus résolument hostile, car son château de Valprivas fut pris et saccagé en 1591 par les soldats du seigneur de Saint-Priest, la veille du dimanche des Rameaux (2) ; le 27 septembre 1593, une lettre écrite aux échevins de Lyon leur apprenait, comme un événement de quelque importance, que le sieur de Valprivas avait été pris aux environs de Feurs par les bandes nemouristes (3).

---

(1) Pour la conduite de du Verdier à Lyon pendant la Ligue, voir *Response de Pierre La Coignée à une Lettre escripte par Jean de la Souche*, Lyon, 1594.

(2) *Anc. Forez*, t. III, p. 22.

(3) A. Bernard, *les d'Urfé*, p. 329.